REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

AGENCE DE REGULATION DU SERCTEUR DE L'ELECTRICITE
(ARSEL)

Agence de Régulation du Secteur de l'Electricite
ARSEL
Electricity Sector Regulatory Agency

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

ELECTRICITY REGULATORY SECTOR AGENCY
(ESRA)

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence
N° 03/AONO/ARSEL/DG/DAAFRH/SDAAB/SAGM/CIPM/2026 du 20/11/2026
Pour la souscription annuelle de la police d'assurance automobile au titre de l'exercice 2027.

1. Objet de l'Appel d'offres

Dans le cadre de la protection de son parc automobile, l'Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité (ARSEL) lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la souscription annuelle de la police d'assurance automobile au titre de l'exercice 2027.
Le présent Appel d'Offres National Ouvert est lancé conformément aux règles de publicité applicables.

2. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter comprennent la souscription d'une police d'assurance automobile annuelle couvrant les véhicules du parc automobile de l'ARSEL au titre de l'exercice 2027, conformément aux garanties, conditions de couverture et caractéristiques du parc détaillées dans les Termes de Référence du présent DAO.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations ne sont pas réparties en lots distincts ; la consultation est conduite en un (01) lot unique : souscription d'une police d'assurance automobile annuelle couvrant le parc automobile de l'ARSEL au titre de l'exercice 2027. La consistance des prestations est détaillée dans les Termes de Référence du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études préalables, est de trente-cinq millions (35 000 000) de francs CFA toutes taxes comprises (TTC).

5. Délai prévisionnel d'exécution

La période d'assurance et d'exécution des prestations est de douze (12) mois, du 1er janvier au 31 décembre 2027 inclus, sous réserve de la notification du marché et des stipulations contractuelles.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National Ouvert est ouverte aux compagnies d'assurances de droit camerounais installées au Cameroun, agréées par le MINFI pour l'exercice des activités d'assurance et remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les États membres de la CIMA.
La gestion de la ou des polices d'assurances relatives au présent Appel d'Offres sera assurée par l'ARSEL elle-même, sous la supervision de la Direction Générale.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de l'ARSEL de l'exercice 2027, sur la ligne d'imputation budgétaire n°61520 « prime d'assurance des matériels roulants et des machines »
Mode de soumission
Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

8. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission établi par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO, dont le montant est fixé à deux pour cent (2 %) du coût prévisionnel de trente-cinq millions (35 000 000) de francs CFA TTC, soit sept cent mille (700 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des

offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables, à la Direction Générale de l'ARSEL, Service en charge des Marchés, quartier Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), à côté du supermarché DOVV, BP 6064 Yaoundé, Tél. : (+237) 222 211 011, email : ledoua@arsel-cm.org, dès publication du présent avis.
Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être obtenu au Service en charge des Marchés de l'ARSEL, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA dans l'un des comptes suivants ouverts au nom de l'ARMP dans les livres de la BICEC sous les numéros 33598860001/94 à Yaoundé et 33598860001/39 à Douala – Bonanjo ou dans les agences de tous les chefs-lieux de Région et celles des villes de Limbé et Dschang, au titre des frais de dossiers

11. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le 18/12/2026 à 13 h 00. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.
« AONO N° 03/AONO/ARSEL/DG/DAAFRH.SDAAB/SAGM/CIPM/2026 EN PROCEDURE D'URGENCE DU 20/11/2026 pour la souscription annuelle de la police d'assurance automobile »

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être sur la plateforme COLEPS séparément avant la date et l'heure d'ouverture.
Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps, s'agissant d'une prestation d'assurance quantifiable.
L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et des offres financières aura lieu le 18 /12/2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'ARSEL, dans la salle de délibération de la CIPM, sise à la Direction Générale de l'ARSEL, quartier Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), à côté du supermarché DOVV, BP 6064 Yaoundé.
Les offres financières sont ouvertes au cours de la même séance. Seules sont évaluées les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique a été qualifiée à l'issue de l'évaluation binaire (oui/non) des critères essentiels.
Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprise.
Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément **aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois-(03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.**
En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

14. Critères d'évaluation

14. 1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.
Il s'agit notamment:

1. Absence du cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main et accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis. Une caution sans rapport avec la consultation est considérée comme absente.
2. Non-production, dans le délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'une pièce administrative jugée non conforme ou absente, à l'exception du cautionnement de soumission.
3. Absence de l'agrément requis du MINFI pour l'exercice des activités d'assurance au Cameroun.
4. Absence de la capacité financière de 30% du coût prévisionnel du marché
5. Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon des marchés au cours des trois dernières années.
6. Mise sous administration provisoire ou sous redressement du soumissionnaire par la CIMA.
7. Validation de moins de six (06) critères essentiels sur sept (07).
8. Présence d'informations financières dans l'offre technique.
9. Absence de la charte d'intégrité datée et signée.
10. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales, datée et signée.
11. Absence d'un prix unitaire ou d'un montant chiffré dans le BPU ou le DQE, selon les pièces financières exigées.
12. Absence d'un élément constitutif de l'offre financière : lettre de soumission financière indiquant le montant total de la prime annuelle TTC en chiffres et en lettres, BPU ou DQE.
13. Non-respect du tarif minimum officiel obligatoire, le cas échéant.
14. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification de pièces.
15. Non-conformité du mode de soumission retenu dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.
16. Non-respect du format des fichiers exigé pour la soumission en ligne.

14 2. Critères essentiels

Les critères essentiels sont évalués selon le mode binaire (oui/non), conformément au DAO type pour les assurances quantifiables. Un critère est validé (« oui ») lorsqu'au moins 80 % de ses sous-critères sont satisfaits,

soit quatre (04) sous-critères sur cinq (05). Est techniquement qualifiée l'offre qui valide au moins six (06) des sept (07) critères essentiels ci-après, détaillés dans le RPAO :

- Présentation générale de l'offre ;
- Références générales du soumissionnaire ;
- Références spécifiques en assurance automobile et couverture de flottes ;
- Adéquation des garanties proposées et gestion des sinistres automobiles ;
- Capacité technique à assurer et gérer le parc automobile ;
- Réseau de partenaires, d'assistance et de réparation automobile ;
- Autres facilités et avantages accordés.

Les offres financières des soumissionnaires techniquement qualifiés sont comparées sur la base du montant total toutes taxes comprises de la prime annuelle figurant au devis quantitatif et estimatif (pièce n°7), après correction éventuelle des erreurs de calcul.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre, conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres et techniquement qualifiée, aura été évaluée la moins-disante, après prise en compte des rabais éventuels (article 26.3.b du RGAO).

16. Nombre maximum de lots :

La consultation étant conduite en lot unique, une Compagnie d'Assurances ne peut être attributaire que d'un (01) lot.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Siège de l'ARSEL, Direction Générale, quartier Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), à côté du supermarché DOVV, BP 6064 Yaoundé, Tél. : (+237) 222 211 011, email : ledoua@arsel-cm.org, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de tentative de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ; ou le MO au numéro (+237) 222 211 011.

Yaoundé, le 20 NOV 2026

Le Directeur General/Maître d'Ouvrage



Copies:

- **MINMAP**
- ARMP ;
- **Maître d'Ouvrage ;**
- **Président CPM ;**
- Affichag

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

AGENCE DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE (ARSEL)

Agence de Régulation du Secteur de l'Electricite

ARSEL

Electricity Sector Regulatory Agency

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

ELECTRICITY SECTOR REGULATORY AGENCY (ESRA)

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER ON EMERGENCY
N° 03/ONIT/ESRA/GM/DAAFRH/SDAAB/SAGM/ITB/2026 OF 20/11/2026

For the subscription of an annual motor insurance policy covering ARSEL's vehicle fleet for the 2027 financial year.

1. Subject of the Invitation to Tender

As part of the protection of its vehicle fleet, the Electricity Sector Regulatory Agency (ARSEL) hereby launches an Open National Invitation on emergency to Tender for the subscription of an annual motor insurance policy covering its vehicles for the 2027 financial year.
This Open National Invitation to Tender is launched in accordance with the applicable public procurement advertising rules.

2. Scope of Services

The services comprise the subscription of an annual motor insurance policy covering ARSEL's vehicle fleet for the 2027 financial year, in accordance with the guarantees, terms of cover and vehicle inventory set out in the Terms of Reference.

3. Phasing / Lots

The services are not divided into separate lots; the consultation is conducted as a single (01) lot, defined as follows: Lot No. 1: annual motor insurance policy covering ARSEL's vehicle fleet for the 2027 financial year. The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (ToR) of this Tender File.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation, following prior studies, stands at thirty-five million (35,000,000) CFA francs, inclusive of all taxes (VAT inclusive).

5. Estimated Execution Period

The insurance and service period is twelve (12) months, from 1 January to 31 December 2027 inclusive, subject to contract notification and the contractual provisions.

6. Eligibility and Origin

Participation in this Open National Invitation to Tender is open for insurance companies incorporated under Cameroonian law and established in Cameroon, which fulfil the conditions laid down by the regulations in force in the member States of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA).
The management of the insurance policy or policies relating to this Invitation to Tender shall be carried out by ESRA itself, under the supervision of the General Management.

7. Funding

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed from ARSEL's 2027 budget, under budget line No. 61520 "prime d'assurance des materiels roulants et des machines"

8. Submission Method

The submission method adopted for this consultation is electronic submission.

9. Bid Bond

Each bidder shall include in its administrative file a bid bond issued by an organisation or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds for public contracts, and appearing on the list

in Document No. 13 of the Tender File. The bid bond is fixed at two per cent (2%) of the estimated cost of thirty-five million (35,000,000) CFA francs inclusive of tax, i.e. seven hundred thousand (700,000) CFA francs and it shall remain valid for thirty (30) days beyond the initial deadline for the validity of bids. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds for public contracts shall result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the consultation concerned shall be deemed not to have been submitted. A bid bond presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The hard-copy Tender File may be consulted free of charge during working hours at the services of the Project Owner, at the General Management of ARSEL, Public Contracts Service, Bastos neighbourhood, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), next to DOVV supermarket, P.O. Box 6064 Yaoundé, Tel.: (+237) 222 211 011, email: ledoua@arsel-cm.org, upon publication of this notice.
It may also be consulted online on the COLEPS platform at http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm, on the ARMP website (www.armp.cm), or through any other electronic communication means specified by the Project Owner.

11. Acquisition of the Tender File

The hard-copy version of the Tender File may be obtained from the General Management of ARSEL, Public Contracts Service, Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), next to DOVV supermarket, P.O. Box 6064 Yaoundé, Tel.: (+237) 222 211 011, email: ledoua@arsel-cm.org, upon publication of this notice, against payment of a non-refundable fee equal to one per cent (1%) of the estimated cost, i.e. two hundred and fifty thousand (250,000) CFA francs into the CAS-ARMP special account held with BICEC, account numbers 33598860001/94 in Yaoundé and 33598860001/39 in Douala – Bonanjo, or at the branches in all Regional headquarters and in the towns of Limbé and Dschang.
The consultation is conducted online; bids shall be submitted electronically through the COLEPS platform in accordance with the procedures set out in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).

12. Submission of Bids

The bidder shall submit its bid through the COLEPS platform or any other official electronic communication means to be specified by the Project Owner, no later than 18/12/2026 at 1:00 p.m. A backup copy of the bid, recorded on a USB flash drive, shall also be submitted in a sealed envelope clearly marked "BACKUP COPY", in addition to the above-mentioned details, within the prescribed deadline.
"ONIT No. O3/ONIT/ESRA/GM/DAAFRH/SDAAB/SAGM/ITB/2026 OF 20/11 /2026 For the subscription of an annual motor insurance policy covering ESRA's vehicle fleet — To be opened only during the bid-opening session"

To be opened only during the bid-opening session"

File Size and Format

For online submission, the maximum sizes of the documents to be uploaded to the platform and forming the bidder's bid shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG format for images.

The candidate shall use compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be submitted.

The candidate shall use compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be submitted.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be on the COLEPS platform separately before the opening date and time.- envelopes bearing information identifying the bidders;

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, failure to provide a bid bond issued by an organisation or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds for public contracts, or failure to comply with the templates of the documents in the Tender File, shall result in the outright rejection of the bid, without appeal. A bid bond submitted but unrelated to the consultation concerned shall be deemed not to have been submitted. A bid bond presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

14. Opening of Bids

The bids shall be opened in one (01) stage, as this is a quantifiable insurance service.
The administrative documents, technical bids and financial bids shall be opened on 18/12/2026 at 2:00 o'clock by the Internal Tenders Board of ESRA (ITB-GS), in the ITB deliberation room located at the General Management of ARSEL, Bastos neighbourhood, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), next to DOVV supermarket, P.O. Box 6064 Yaoundé.
The financial bids shall be opened at the same session. Only the financial bids of bidders whose technical bids have qualified under the binary (yes/no) assessment of the essential criteria shall be evaluated.
Only bidders may attend this bid-opening session or be represented by one duly authorised person of their choice, including in the case of a consortium.
On pain of rejection, the required administrative documents shall be submitted as originals or copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They shall be less than three (03) months old as from the initial bid submission date or have been issued after the date on which the Invitation to Tender notice was signed.
If an administrative document is missing or non-compliant at the bid opening and is not provided within the 48-hour period granted by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria set out the minimum conditions to be met for a bid to proceed to evaluation against the essential criteria. They shall not be scored. Failure to meet any of these criteria shall result in the rejection of the bidder's bid.
These include:

1. Failure to provide stamped bid bond bearing a handwritten endorsement with the deposit receipt issued by the CDEC at the opening of bids. A bond unrelated to this consultation shall be deemed not to have been submitted.
2. Failure to submit, within 48 hours after the opening of bids, an administrative document found to be non-compliant or missing, except for the bid bond.
3. Failure to provide the MINFI authorisation required to conduct insurance business in Cameroon
4. Failure to provide the financial capacity of 30% of provisional cost of the project.
5. Failure to provide a sworn statement confirming that no public contract has been abandoned during the last three years.
6. The bidder being placed under provisional administration or receivership by CIMA.
7. Fewer than six (06) of the seven (07) essential criteria met.
8. Inclusion of financial information in the technical bid.
9. Failure to provide the dated and signed integrity charter.
10. Failure to provide the dated and signed undertaking to comply with environmental and social clauses.
11. Failure to provide a quantified unit price or amount in the BPU or DQE, as applicable.
12. Failure to provide any required financial document: financial bid submission letter stating the total annual premium inclusive of all taxes in figures and words, BPU or DQE.
13. Failure to comply with the mandatory official minimum rate, where applicable.
14. False declarations, fraudulent practices or forged documents.
15. Non-compliance with the submission method prescribed in this Tender File.
16. Failure to comply with the file format requirements for online bids.

15.2 Essential Criteria

The essential criteria shall be assessed on a binary (yes/no) basis, in accordance with the standard tender file for quantifiable insurance services. A criterion is met ("yes") when at least 80% of its sub-criteria are satisfied, i.e. four (04) out of five (05). A bid is technically qualified when it meets at least six (06) of the seven (07) essential criteria below, detailed in the Special Tender Regulations:

- General presentation of the bid;
- General references of the bidder;
- Specific references in similar risks;
- Description of guarantees and claims-handling arrangements;
- Technical capacity to perform the assignment;
- Agreements and partnerships relevant to the performance of the assignment;
- Other facilities and benefits offered.

The financial bids of technically qualified bidders shall be compared on the basis of the total annual premium, inclusive of all taxes, shown in the bill of quantities (Document No. 7), after correction of any arithmetical errors.

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid is substantially compliant with the Tender File, technically qualified and evaluated as the lowest bid, after any discounts have been taken into account (clause 26.3.b of the General Tender Regulations).

17. Maximum Number of Lots:

As the consultation is conducted as a single lot, an insurance company may be awarded only one (01) lot.

18. Validity Period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further Information

Further information may be obtained during working hours at ESRA Headquarters, General Management, Bastos neighbourhood, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), next to DOVV supermarket, P.O. Box 6064 Yaoundé, Tel.: (+237) 222 211 011, email: ledoua@arsel-cm.org, or online on the COLEPS platform at http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm, or through any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. Combating Corruption and Unethical Practices

To report any practice, fact or act involving attempted corruption, please call CONAC on 1517; the Public Contracts Authority (MINMAP), by SMS or telephone, on (+237) 673 20 57 25 or 699 37 07 48; or the Project Owner on (+237) 222 211 011.

Yaoundé, 20 NOV 2026

The General Manager/ Project Owner

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON
GENERAL MANAGER
LE DIRECTEUR GENERAL
ARSEL
ELECTRICITY SECTOR REGULATORY AGENCY
AGENCE DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE

Jean Pascal Nkou

Copies:

- **MINMAP**
- ARMP
- **Project Owner**
- **Chairperson of the Tenders Board concerned**
- Notice Board